

Chronique

La vie politique en Europe et dans le monde

Jean-Pierre Gouzy

Rédacteur en chef puis directeur politique de L'Europe en formation, Secrétaire général du Centre international de formation européenne (1954-1982), il a également présidé l'Association des journalistes européens de 1978 à 1982.

L'auteur tient cette chronique depuis 1964.

Notre monde, dont l'Europe n'est qu'une des composantes fragmentées en États-nations – héritage d'une longue histoire –, et ce malgré l'existence relativement nouvelle de l'Union européenne, doit faire face à de grandes dérégulations simultanément qui, aujourd'hui, ne s'excluent pas mais se cumulent. Je pense essentiellement à la dérégulation environnementale avec les conséquences planétaires du réchauffement terrestre, à laquelle sera consacré le rendez-vous mondial de Copenhague cet automne, et à la dérégulation économique engendrée par les excès du capitalisme financier, illustrés par la crise des *subprimes*. Crise qui a valeur d'avertissement, puisque partie des États-Unis, elle concerne peu ou prou la quasi-totalité de nos continents. Ces grandes dérégulations sont engendrées par un autre phénomène, la globalisation entrée dans l'ère numérique.

L'Homo numericus est l'héritier, depuis les premières années de ce siècle, de *L'Homo economicus* qui s'est révélé à lui-même au cours de la révolution industrielle. La transformation est progressive depuis la machine à vapeur, certes, mais elle est difficilement récusable et à la différence de ce qui s'est passé durant des millénaires depuis *L'Homo habilis* qui conçut les premiers outils et *L'Homo erectus* qui maîtrisa le feu, le changement de la condition humaine, avec ses capacités mais ses limites d'adaptation aussi, devient de plus en plus rapide.

L'ado techno sapiens de nos jours, dans nos sociétés développées de plus en plus talonnées par la jeunesse des sociétés dites « émergentes », passerait, entre 16 et 20 ans, en moyenne 4 h 17 devant les écrans d'ordinateurs, de mobiles, de télévision. Selon THS Media Intelligence, 41 % des jeunes de 12 à 15 ans gèreraient désormais au moins un blog. Aux États-Unis, plus de 35 % des jeunes de moins de 17 ans utiliseraient Internet. Les voici élevés de plus en plus nombreux avec une souris dans la main, tandis que les liens sociaux passent de plus en plus par le Web. En France, selon l'Observatoire Internet de Médiamétrie, ils seraient 29 millions de plus de 18 ans à être connectés sur le Web contre 3 millions en 1999.

L'aventure numérique, pour le meilleur et pour le pire, est fascinante. L'histoire du jeune *trader*, Jérôme Kerviel, accusé d'avoir fait perdre à la Société générale des sommes faramineuses est encore dans toutes les mémoires. Les pertes de contrôle engendrées par les marchés dérivés qui viennent virtuellement pondre des produits dits « toxiques » dans les sites bancaires en apparence les plus honorables, nous ont récemment interrogés, pour peu que nous cherchions à mieux comprendre les mécanismes et les rouages de systèmes où un simple « clic » peut produire des effets en cascade. Nous avons notamment observé ce phénomène dans une société américaine où la frénésie de consommation a boosté la dépendance du crédit du haut en bas de l'échelle sociale et inversement.

Un récent numéro de la revue *Esprit*, daté de mars-avril 2009, montre comment « le Web bouscule la presse traditionnelle », comment Internet « épouse l'ensemble des activités quotidiennes des citoyens », y compris dans leur vie privée et, d'une certaine façon, conditionne nos réflexes. Pour le meilleur et le pire, encore une fois, Internet est prêt à jouer avec nous, à partir du moment où « le monde est devenu un monde à décrypter ». Nous sommes entrés, nous dit l'un des auteurs, dans une « économie d'abondance informationnelle ». Nous éprouvons une sorte « d'ivresse » en surgissant « dans l'étendue numérique du cyberspace ». Nos enthousiasmes n'engendrent plus le « super », mais le « cyber ». Or, il y a de tout dans le « cyber » : les cybercafés qui font déjà vieux jeu ; la « cyberarnaque » (vol d'identité bancaire par exemple), la « cybercensure » et les « cyberperquisitions », dans les États totalitaires comme la Chine, mais aussi les services de renseignement ou de police, dans nos démocraties, pour viser *a contrario* le terrorisme et la grande criminalité.

Bref, nous vivons dans un univers de plus en plus fluide, où chacun d'entre nous devient potentiellement susceptible « d'entrer par effraction dans les ordinateurs les plus protégés ». Le législateur peine à suivre le cybermouvement du temps, tandis que la radio numérique fait, à son tour,

son apparition et que toute invention à peine commercialisée est très vite frappée d'obsolescence par ses concurrents. Internet est sur tous les portables. Les écrans tactiles nous séduisent. Nos mobiles sont de plus en plus intelligents. La diffusion des GPS se généralise. Les moteurs de recherche regorgent d'information. Google, Facebook et les autres, sont devenus les « cyberdictionnaires » du monde en devenir.

Pour un oui ou pour un non, nous pouvons « surfer » sur Internet. Provisoirement, l'iPhone est devenu le roi du Web. On se l'arrache, en attendant qu'à son tour il soit détrôné.

Tout tourne de plus en plus vite grâce à Internet. En France, le 10 juin, une empoignade politique a surgi après la censure par le Conseil constitutionnel d'une loi anti-piratage visant à protéger les droits d'auteur. En Suède, à l'occasion des élections européennes, ceux qui s'opposent à toute « législation répressive » pour l'usage du net sont devenus la troisième force politique du pays derrière les sociaux-démocrates et les Conservateurs. Ils n'ont pas craint de se baptiser eux-mêmes le « Parti des pirates » et ils ont obtenu un représentant au Parlement européen. En Estonie voisine, les citoyens ont voté sur Internet aux récentes élections européennes. C'est un petit pays où, il est vrai, 98 % des opérations bancaires se font désormais via internet et 92 % des contribuables remplissent leurs déclarations en ligne. Le Conseil des ministres, lui-même, délibère sur ordinateurs.

Si, enfin, nous n'ignorons rien de la vague impressionnante de protestations qui, à travers le cas Ahmadinejad, vise en fait le régime des ayatollahs, nous le devons pour l'essentiel à la diffusion des nouvelles technologies de communication, notamment dans les jeunes générations, qu'elles fréquentent le bazar ou l'Université, malgré le blocage des textos et le filtrage des sites Web. La répression a pu être filmée, photographiée, diffusée grâce à des dizaines de milliers de portables surgis à bout de bras. Le spectacle prend toute sa dimension quand on sait que 70 % de la population iranienne est âgée de moins de 30 ans.

Où en est la crise mondiale?

Nous avons évoqué le sujet encore en avril dernier. Comment l'appréhender à l'aurore de l'été? Au point de départ, il ne s'agissait que d'une bulle immobilière due à l'émission excessive de créances hypothécaires douteuses aux États-Unis, mais on a vite perçu que la présence dans les bilans de banques mondialisées de produits qualifiés de « toxiques » provoquait des effets négatifs en chaîne. C'est ainsi que la crise immobilière américaine s'est transformée en accès de fièvre successivement de nature bancaire, puis financière, puis économique, puis sociale avec des contrac-

tions d'emplois répétitives. Le commerce international s'est lui-même effondré de 40 % au cours du seul quatrième trimestre 2008 qui s'est avéré désastreux. L'économie de l'ensemble des pays développés a montré une étonnante absence de résilience. Mieux encore, la mondialisation est apparue pour ce qu'elle est : un accélérateur potentiel des crises en germe. Dès lors qu'on ne les maîtrise plus, même partiellement, leurs effets pervers ne manquent pas de se faire sentir, avec une force d'entraînement susceptible de devenir redoutable.

Selon le FMI, qui ne cesse de réviser ses prévisions, comme si l'accélération des pulsions économiques le prenait au dépourvu, le produit brut mondial du deuxième trimestre de l'année en cours serait en baisse globalement de 1,3 % (alors qu'il était encore positif à hauteur de 3,2 % en 2008).

Cette année, la seule grande économie occidentale qui ne serait pas dans le rouge pourrait être celle de l'Australie. Dans les pays émergents, la Chine devrait, *a contrario*, pouvoir encore compter sur 7 points et demi de croissance. Dans les pays industriels, l'économie de la zone euro chuterait d'environ quatre points, celle du Japon de six, celle de la Russie d'un chiffre comparable.

Selon la Banque centrale européenne, l'activité de la zone euro serait encore légèrement négative (- 0,3 % en moyenne) au début de 2010. Selon l'INSEE, confirmant au passage un reflux du PIB français de l'ordre de 3 % en 2009, très au-delà des prévisions gouvernementales, l'économie française verrait encore la croissance décroître légèrement au troisième trimestre 2009, mais se stabiliserait au quatrième. Hors zone euro, le Royaume-Uni connaîtrait son plus fort recul de croissance depuis 1945, avec un score négatif de 4 points. Dans la zone euro, l'Allemagne, puissance exportatrice freinée par le fléchissement commercial international, perdrait au moins 6 points de croissance.

Les États-Unis, pour leur part, limiteraient les dégâts et feraient légèrement mieux que les Européens. Leur croissance ne diminuerait en effet que de 2,9 points, mais une telle précision reste sujette à caution, d'autant que la réserve fédérale envisageait encore un taux de 2 % en mai dernier. D'une manière générale, selon le chœur des prévisionnistes, la croissance négative laisserait progressivement place à une croissance zéro, voire légèrement positive selon les pays, fin 2009, pour s'affirmer progressivement au cours des premiers mois de l'année prochaine.

Les interventions publiques massives auxquelles nos États ont été amenés à consentir pour éviter que la crise ne se transforme en débâcle, ont alourdi fortement la dette publique. Celle-ci ne devrait pas dépasser 60 %

du PIB, selon les normes que nous nous sommes imposées à nous-mêmes en créant la zone euro. Elle atteignait 69,3 % en 2008 et flirterait aujourd'hui, en moyenne, avec les 77 %. Par ailleurs, le rapport entre le déficit public et le PIB ne devrait pas, selon le traité de Maastricht, dépasser 3 % sauf circonstance exceptionnelle. Il dépasserait en réalité 5,3 % dans la même zone euro et se situerait entre 7 et 7,5 % en France (record historique). Aux États-Unis, il est vrai, il devrait atteindre 12,9 points, tandis que l'encours de la dette publique américaine se serait envolé de 7 500 milliards de dollars au 17 juin 2008 à 11 400 millions le même jour de l'année 2009. L'ampleur de la dette américaine et les incertitudes du dollar sont, à l'évidence, des facteurs majeurs d'inquiétude. Mais la conjoncture dans l'Union européenne ne l'est pas moins puisqu'une vingtaine de pays seraient désormais concernés par une procédure pour déficit excessif de la Commission européenne.

Lors du deuxième trimestre 2009, d'autre part, les entreprises industrielles ont parfois été durement affectées par la crise, tant en Europe qu'aux États-Unis, provoquant une augmentation régulière du taux de chômage. Celui-ci serait proche des 10 % de la population active dans la zone euro fin 2009, pour dépasser les 11 % en 2010. Il devrait dépasser les 10 % aux États-Unis. En avril 2009, 20 millions 825 000 personnes étaient au chômage dans l'Union européenne, 14 579 000 dans la zone euro et 13 millions 700 000 aux États-Unis.

Quelles que soient les variations entre les estimations présentées, celles-ci traduisent la dureté des temps que nous traversons, frappant maintenant de manière privilégiée les entreprises, après avoir ébranlé le secteur bancaire. La Banque centrale européenne a fait récemment connaître avec précision le montant de l'ardoise dans la zone euro : 649 milliards de dollars de dépréciation d'actifs.

Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a publié des « *stress test* » qui permettent d'ordonner à dix grandes banques de lever 74,6 milliards de fonds propres pour assurer leur situation et ce d'ici le 9 novembre, à la suite d'analyses approfondies des bilans. La seule Bank of America participera à cette opération d'assainissement pour 33,9 milliards de dollars. Imaginez-vous quelque chose de comparable en Europe ? Il est vrai que les chiffres américains donnent parfois le vertige. Par exemple, quand on apprend que les pertes des banques américaines, au début de mai 2009 et depuis le troisième trimestre 2007, ont culminé un peu au-dessus de 925 milliards de dollars. Désormais, quoi qu'il en soit, dix de grands établissements bancaires sont autorisés, par contre, à rembourser le trésor fédéral à hauteur de

68 milliards de dollars. Parmi ceux-ci, PJ Morgan Chase, Goldman Sachs, Morgan Stanley, mondialement connus.

Dans le domaine entrepreneurial, beaucoup ont été parallèlement frappés de stupeur en apprenant que General Motors venait de déposer son bilan le 1er juin dernier, après une suite d'exercices civils déficitaires, mais surtout du fait d'un endettement impressionnant : 173 milliards de dollars.

Pour sauver l'entreprise mythique, qui emploie directement 273 000 salariés mais contribue à la rétribution directement ou indirectement d'à peu près 3 millions de personnes, le Trésor américain a pris une participation de 60 % dans le capital de la firme, en échange d'une aide publique de 30 milliards de dollars, portant ainsi à une cinquantaine de milliards de dollars les fonds publics mis à la disposition du constructeur. Le Canada et, surtout, l'État d'Ontario en tant que tel, ont apporté, pour leur part, une dizaine de milliards de dollars, en échange de 12,5 % de capital, les autres créanciers – dont le syndicat *United Auto Workers* – intervenant pour le solde.

GM survivra en se concentrant sur quatre marques : Chevrolet, GMC, Buick et Cadillac. Ce qui était bon pour l'Amérique le restera pour General Motors, à ce prix. Les autres bijoux de famille auraient trouvé des repreneurs malgré les difficultés de la conjoncture. La marque Saab pourrait échoir à un constructeur suédois de voitures grand sport (Koenigsegg). Cependant, General Motors peut se consoler : son principal concurrent, le japonais Toyota, s'en est, lui, certes tiré, mais avec une perte de 13,3 milliards d'euros. En Europe, les déficits des firmes BMW, Daimler, PSA accentuent le mouvement, même s'ils ne sont pas du même ordre. Enfin, sous perfusion financière également de l'État américain, Chrysler a été autorisé à lancer la vente de la quasi-totalité de ses actifs à un groupe emmené par Fiat.

Si les prévisionnistes s'accordent généralement pour décréter que « le pire de la récession est derrière nous », les incrédules murmurent encore « *Are we at the bottom?* » (Sommes-nous au plus bas?), et il se trouve au moins un esprit chagrin, le chef économiste de la Banque européenne de reconstruction et développement, Erik Berglov, pour estimer que le pire est « encore à venir » en Europe, en raison d'une défiance persistante à l'égard du système bancaire.

À ce propos, l'Union européenne a fini par demander à la Commission de préparer un cadre législatif destiné à renforcer la surveillance du système financier, « au plus tard à l'automne ». Le projet prévoit l'institution d'autorités européennes de surveillance des acteurs et des marchés, l'une

pour alerter, l'autre pour assurer le suivi quotidien ; mais le Conseil européen s'est heurté aux réticences, pour ne pas dire l'opposition, du Premier ministre britannique, Gordon Brown, qui ne veut pas laisser aux Conservateurs le privilège de défendre les intérêts de la City à Londres.

L'important, en tout cas, dans un tel contexte, est de nous tourner vers l'avenir, en tenant compte de divers paramètres : l'endettement croissant des États, l'installation d'un taux de chômage élevé au cours des prochains trimestres du fait des difficultés des entreprises, la perspective d'une croissance nulle probable en 2010. Et, en même temps, nous devons concentrer nos réflexions sur la nécessité de prévoir une « réindustrialisation basée sur l'économie de la connaissance » dans l'ensemble de l'Union européenne. Vaste sujet, on en conviendra, compte tenu des réalités disparates qui incarnent nos sociétés d'États souverains dans le contexte de la globalisation, le même raisonnement valant d'ailleurs quand il s'agit de doter l'Union européenne d'un corpus de règles solides de supervision de marchés pour prévenir leurs tendances rémanentes à ce que l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, qualifiait avec gentillesse de tendance « à l'exubérance irrationnelle ».

Obama et l'islam

Sur le plan politique, nous privilégierons aujourd'hui un sujet : les conséquences de l'arrivée à la Maison blanche de Barack Hussein Obama pour l'évolution du monde oriental. Son administration et ses premières initiatives confirment un changement de cap majeur de la diplomatie américaine.

Dès le 16 avril, George Mitchell, émissaire spécial du président dont, par ailleurs, il est l'homme de confiance, s'est rendu à Jérusalem, pour signifier à ses interlocuteurs israéliens ce qui était déjà une évidence pour tous les observateurs de politique internationale : « Les États-Unis soutiennent l'idée de deux États avec un État palestinien vivant en paix au côté d'Israël. » Son interlocuteur, Avidgor Lieberman, ministre des Affaires étrangères du gouvernement israélien de Benyamin Netanyaou, en place depuis le 31 mars 2009, est le leader du parti ultranationaliste « Israël Beitenou ». Il appartient à un gouvernement qui est hostile à la poursuite du processus de paix amorcé depuis l'accord d'Oslo de 1993 pour aboutir à la conférence d'Annapolis, fin 2007, alors que George W. Bush était encore en charge et dont les conclusions ont été entérinées par les Nations unies ; celle-ci engageant officiellement les États-Unis à soutenir « la création d'un État palestinien ». De plus, l'actuel président américain a insisté à diverses

reprises sur la nécessité de mettre un terme au processus de colonisation de la Cisjordanie.

Lorsque Benyamin Netanyaou, premier ministre israélien, est reçu par le président Obama à Washington, le 18 mai, il lui est clairement demandé de stopper la colonisation, d'arrêter le blocus de la bande de Gaza, afin de permettre la reconstruction et le développement d'efforts humanitaires dans le territoire etc. Finalement, Barack Obama a achevé de mettre les points sur les i en ce qui concerne les nouvelles priorités américaines, à l'occasion d'un discours prononcé à l'intention du monde musulman, à l'Université du Caire. Qu'a dit le président américain, le 4 juin, après un bref « *Salam aleikoum* » en guise d'entrée en matière ?

Le discours est très flatteur pour l'islam. Il s'agit, annonce-t-il, de « combattre les stéréotypes négatifs de celui-ci, où qu'il se manifeste ». Après avoir rappelé qu'il est « chrétien », personnellement, il souligne que son père « était issu d'une famille kenyane qui compte des générations de musulmans ». Il mentionne le fait « qu'enfant, il a passé plusieurs années en Indonésie, où il a entendu l'appel à la prière à l'aube et au crépuscule ». « Féru d'histoire », il déclare « savoir que l'islam a de tout temps fait partie de l'Amérique ». C'est pourquoi, souligne-t-il, « l'islam n'est pas et ne sera jamais en guerre contre l'Amérique. En revanche, nous affronterons inlassablement les extrémismes violents qui font peser une menace sur notre sécurité ». Il cite le cas des extrémistes d'Afghanistan et maintenant du Pakistan.

Après avoir, par ailleurs, qualifié de « relation immuable » les liens qui unissent l'Amérique à Israël, il qualifie d'« intolérable » la situation du peuple palestinien et dénonce « les humiliations de l'occupation ». La seule solution consiste donc, selon lui, « à répondre aux aspirations des uns et des autres en créant deux États, où Israéliens et Palestiniens vivent chacun dans la paix et la sécurité. C'est dans l'intérêt d'Israël, dans l'intérêt de la Palestine, dans l'intérêt de l'Amérique, dans l'intérêt du monde ». Donc « Hamas doit mettre fin à la violence, reconnaître les accords passés et le droit à l'existence d'Israël ». Mais, « en même temps, Israël doit reconnaître que tout comme son droit à l'existence ne peut être nié, il en est de même pour la Palestine. Dans cet esprit, les États-Unis n'acceptent pas la légitimité de la continuation des colonies israéliennes [] Le moment est venu que ces colonies cessent ».

Pour répondre à Barack Obama, Benyamin Netanyaou a lui aussi choisi, le 14 juin, un cadre universitaire. Celui de l'Université de Bar-Ilan, se déclarant prêt à accepter un État palestinien démilitarisé et à condition qu'auparavant les Palestiniens reconnaissent Israël en tant qu'État du

peuple juif. Mais l'homme d'État hébreu rejette par avance « le droit du retour » pour les réfugiés palestiniens, tandis que Jérusalem « doit rester la capitale unie d'Israël ». Il n'évoque pas la question des « colonies sauvages ». S'il consent à l'arrêt des « expropriations de nouvelles terres », ceux qu'il appelle des « sionistes pionniers » doivent « pouvoir mener une vie normale, donc poursuivre les constructions nécessaires ». De plus, il appartiendra à « l'Autorité palestinienne de rétablir la loi à Gaza ».

Comme vous le voyez, le fossé est béant entre les deux hommes et on voit mal comment, dans un délai prévisible, il pourrait être comblé. Il est difficilement question pour Israël en 2009, de revenir à l'Israël de 1967, d'autant que Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, est un interlocuteur affaibli dont le mandat s'est terminé depuis janvier dernier, en l'attente d'élections à haut risque. La Palestine vit sous perfusion de l'aide internationale. Le Hamas n'entend toujours apparemment pas faire de concessions qui permettraient de débloquer la situation. L'abcès israélo-palestinien est donc plus vif que jamais, même si le terrorisme a nettement diminué d'intensité et si les tirs de roquettes ont cessé à Gaza.

De plus, les récents événements d'Iran viennent encore de contrarier les efforts pacifiques du président américain. Le personnage inquiétant d'Ahmadinejad facilite la tâche de ceux qui, en Israël, refusent de s'engager dans le moindre processus de concession.

Et l'Union européenne, dans ce capharnaüm, que fait-elle? Le Conseil des chefs d'État et de gouvernement de Bruxelles se résume sur ce point en une phrase: « Le processus de paix au Proche-Orient demeure une priorité absolue en 2009. » De quel processus de paix s'agit-il? Précisément celui initié à Oslo il y a seize ans et réactivité pour la dernière fois à Annapolis en 2007, qui est en train de rendre l'âme, non pas dans l'indifférence générale mais une atmosphère de résignation et d'impuissance dont l'Union européenne en tant que telle est l'une des incarnations affligeantes.

Aux frontières d'Israël, le **Liban** qui était encore à feu et à sang en 2007, a tenu des élections législatives le 7 juin normalement. Le camp anti-syrien et anti-hezbollah l'a emporté, avec 71 sièges contre 37 à ses adversaires. Mais cette consultation pacifique s'est déroulée avant les événements d'Iran et, il est vrai, ne résoud pas les problèmes posés par l'existence des milices armées chiites de Hassan Nasrallah aux limites méridionales du pays du cèdre. L'événement est pourtant l'un des rares à pouvoir être qualifié d'encourageant dans cette partie du monde.

L'**Irak**, de son côté, se prépare au départ des forces américaines qui s'amorcera le 30 juin. Seuls 35 000 à 50 000 soldats – sur les 140 000 actuellement basés dans le pays – demeureront entre Tigre et Euphrate

jusqu'à la fin de 2011. Et ce, en vertu de la promesse faite par Obama au peuple américain et en vertu des accords passés entre Washington et Bagdad, en novembre 2008.

Comme l'a reconnu le président américain lui-même le 27 avril dernier, devant 600 soldats de la base militaire Victory, près de Bagdad, de ce fait l'Irak « entre dans une phase transitoire critique ». Les conflits entre Sunnites et Chiites restent rémanents. Al Qaida continue de roder et de tuer, même s'il existe maintenant 560 000 policiers et 260 000 militaires irakiens.

Les attentats qui avaient progressivement diminué en nombre ont connu récemment une recrudescence. Un seul d'entre eux a fait 73 tués et 107 blessés le 23 avril à Bagdad. Un autre, 34 morts et 72 blessés, toujours à Bagdad, le 20 mai. Ces derniers jours, on déplorait plus de 100 morts, victimes généralement de kamikazes, dans la capitale, mais aussi à Mossoul et Kirkouk, sans parler des blessés. Le pays de Saddam Hussein est donc encore loin d'être stabilisé.

La démocratie des Pasdaran

Aujourd'hui, c'est cependant surtout vers l'Iran que se tournent les regards... Bastion de la révolution chiite qui tente plus que jamais d'essaimer dans le Proche et Moyen-Orient, non seulement en Irak, où les Chiites sont majoritaires et dont le gouvernement adoubé par les Américains eux-mêmes a un Premier ministre chiite, Nouri al-Maliki, mais à Bahreïn, au Koweït, au Yémen, au Liban et en Afghanistan.

L'Iran, voisin de l'Afghanistan et du Pakistan, est, avec 66 millions et demi d'habitants, un pays majeur. Quatrième producteur mondial de pétrole, il est en voie de devenir une puissance nucléaire, ne faisant d'ailleurs en cela que suivre les exemples récents de l'Inde et du Pakistan. S'agira-t-il, en l'occurrence, du nucléaire civil ou du nucléaire militaire? Cette question est naïve: tout sera fait pour que ce qui se présentera comme officiellement civil, en vertu du traité de non-prolifération nucléaire que Téhéran a signé et n'a pas dénoncé, puisse avoir une double finalité. C'est pourquoi l'Agence internationale de l'énergie nucléaire redoute les conséquences de tout programme d'enrichissement d'uranium iranien, tandis que Téhéran expérimente des missiles d'une portée de plus en plus ambitieuse. Un long, mais jusqu'ici stérile, processus de négociations est engagé avec Téhéran par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne. Les États-Unis se contentaient d'y participer pendant d'administration Bush, en qualité d'observateurs. Le 8 avril dernier, ils ont fait savoir leur intention de devenir des négociateurs à part entière, conformément à la

politique de « la main tendue » qui caractérise la nouvelle présidence américaine. Observons, cependant, que ces années de palabres ont été jusqu'ici stériles, malgré les sanctions décrétées par la société internationale.

Le régime iranien reste une théocratie autoritaire qui, cependant, prétendait jusqu'ici préserver un certain vernis démocratique. Plusieurs candidats étaient donc officiellement en lice lors des élections présidentielles du 12 juin, outre le président sortant, Mahmoud Ahmadinejad, connu surtout pour ne jamais avoir raté une occasion de pourfendre l'État d'Israël. Ce fut le cas encore le 20 avril dernier, à l'occasion d'une conférence de l'ONU à Genève, où celui-ci fut stigmatisé en tant qu'« État raciste ».

Les autres candidats, pour autant, étaient tous autorisés à se présenter dans la mesure où le Conseil des « gardiens de la révolution » avait bien voulu accepter leurs candidatures : Mehdi Karoubi, ancien président du Parlement, se définit lui-même comme un « réformateur dogmatique » agissant dans le cadre constitutionnel de la république islamique selon « les valeurs décrites par l'imam » ; Mosheïn Rezaie, ensuite, a été le chef des « gardiens de la révolution », c'est-à-dire de l'armée idéologique du régime ; Hossein Moussavi, Premier ministre pendant la guerre qui opposa l'Iran à l'Irak de Saddam Hussein entre 1980 et 1988 et ancien « poulain » du guide de la révolution, l'Ayatollah Khomeïni. Il avait apparemment su persuader les jeunes générations, après une longue « traversée du désert », qu'il donnerait la priorité à la rationalisation de l'économie et à la quête d'une détente avec les Occidentaux, « sans brader les intérêts nationaux en matière nucléaire », comme il a pris grand soin de le souligner.

Nous nous sommes donc trouvés, comme les électeurs iraniens, devant quatre variantes ou, si l'on préfère, quatre produits d'un même système ; mais la mobilisation des participants à ce scrutin s'est avérée telle qu'elle a été interprétée comme la manifestation d'une vague de protestation à l'égard de Mahmoud Ahmadinejad, responsable de la piètre situation économique de l'Iran. La surprise a donc été grande quand on annonça sa très grande victoire : 63 % des voix en sa faveur. D'où la colère des partisans de ses concurrents et en particulier de Moussavi. D'où, également, les manifestations virulentes qui ont embrasé, du 13 au 21 juin, Téhéran et, progressivement, les autres grandes villes : Machad, Ispahan, Chiraz, malgré la répression méthodique des *Bassiji*, milices basiques à la solde d'un système verrouillé par le Conseil des gardiens de la révolution dont les membres sont nommés par le guide à barbe blanche, Ali Khameneï. La fraude était évidente, mais elle ne pouvait pas s'apprécier sans un recomptage de l'ensemble des bulletins de vote. Ali Khameneï, proche des fondamentalistes, s'y est refusé appuyant Ahmadinejad et annonçant une mise au pas sans

merci qui a fait basculer effectivement le pays dans des violences de plus en plus sanglantes, bien que le nombre des victimes ne nous soit pas connu, sauf en ce qui concerne la ville de Téhéran le 13 juin, où les autorités ont fait état de 13 tués.

En fait, dans un pays où la théocratie autoritaire détient le pouvoir absolu, Khamenei et Ahmadinejad ont fait front commun. Barack Obama, pour préserver les chances (à vrai dire très faibles) de nouvelles négociations sur le nucléaire, s'est montré d'une grande prudence. « Il ne serait pas productif, a-t-il dit, étant donné l'histoire des relations entre les États-Unis et l'Iran, que le président américain paraisse se mêler des élections iraniennes », d'autant que, toujours selon lui, « en termes de politique réelle, la différence entre Ahmadinejad et Moussavi n'est peut-être pas aussi évidente qu'on l'a présentée ». Et d'ajouter, avec un certain fatalisme : « Nous devons, quoi qu'il en soit, négocier avec un régime qui a été historiquement hostile aux États-Unis ». On est loin du « grand Satan » de la précédente mandature américaine.

Quant aux Européens, ils se sont efforcés de coordonner leurs réactions diverses et variées en appelant, une fois de plus, à un règlement pacifique de l'épreuve de force. Dire le contraire aurait paru, pour le moins, surprenant !

Invoquer en la circonstance, comme ils l'ont fait, « le droit de s'interroger sur le respect de transparence et de démocratie » est même tout simplement risible. L'Iran est une dictature de plomb, qui refuse de prendre en compte la liberté de ses composantes ethniques et religieuses. Elle asservit en particulier une partie du peuple kurde et détient, après la Chine, le record des exécutions capitales dans le monde, qu'il s'agisse d'exécutions publiques (pendaisons) ou d'exécutions de masse. Mais, pour le moment, « l'Europe puissance » reste un mythe dont le signe astral favori est celui de la balance. Carl Bildt, ministre suédois des Affaires étrangères, qui assumera la présidence de l'Union européenne à partir du 1^{er} juillet, incarnait parfaitement ce signe quand, ces jours derniers à Bruxelles, il a jugé « intolérable » le recours de l'Iran à la « force meurtrière » dans le but de mater une contestation électorale, pour aussitôt rappeler que, malgré tout, « l'Europe a tout intérêt à coopérer avec l'Iran ».

Les riches petits pays du Golfe persique observent ce qui se passe et nos propres comportements. Le richissime émirat du Qatar prend des garanties en acceptant de diffuser sur sa chaîne de télévision, Al Jazira, les enregistrements sonores d'Oussama Ben Laden, saoudien sunnite comme les Qataris qui n'oublie pas que dans la région sunnite iranienne de Zahedan, un attentat a fait 18 morts et 80 blessés le 28 mai dernier.

Quant au sultanat d'Abu Dhabi, il vient de matérialiser symboliquement sa coopération avec la France, en lui accordant une base militaire sur son territoire. L'événement a paru suffisamment important à Nicolas Sarkozy pour avoir été physiquement présent à son inauguration le 26 mai et annoncé que cette présence « illustre les responsabilités que la France, 'puissance globale', entend assumer aux côtés de ses partenaires privilégiés, dans une région névralgique pour le monde ».

« Puissance globale » avez-vous dit, Monsieur le Président! Fort heureusement pour la sécurité des Émirats, la 5^e flotte américaine trempe à Bahrein et l'US Army campe au Koweït, en Arabie Saoudite et à Djibouti. « Puissance d'appoint », si l'on veut garder le sens des proportions, serait donc sans doute plus exact, en attendant que l'Union européenne existe vraiment sur le plan stratégique et militaire. Les actes de piraterie maritime se sont, en effet, multipliés dans la vaste zone de quelque deux millions de km² qui intègre l'entrée de la mer Rouge avec le détroit de Bab el-Mandeb, le golfe d'Aden, les côtes du Yémen, les rivages aussi d'une Somalie en plein chaos insurrectionnel. Un gouvernement islamique subsiste, en effet, dans quelques quartiers de Mogadiscio, aux prises avec des guérillas plus islamistes que lui encore, même si son seul « mérite » a été de décréter la *Charia* dès son installation, tandis qu'au nord de Djibouti, l'Érythrée – pays désertique et interdit aux étrangers – est précisément considérée comme un bon allié de l'Iran. Comme c'est étrange, tout se retrouve.

L'entité talibanistane

Pour les Américains, enfin, le « grand Moyen-Orient » comprend également l'Afghanistan et le Pakistan. Dans cette région du monde, une sorte d'osmose réunit les zones afghanes proches de la frontière pakistanaise et les zones tribales du Pakistan occidental. On pourrait donc parler aujourd'hui d'une sorte de Talibanistan.

Des élections présidentielles sont prévues le 20 août prochain en Afghanistan, la présence des armées occidentales permettant, en principe, qu'elles puissent se tenir. L'actuel président, Hamid Karzaï, devrait être appelé à se succéder à lui-même, mais le gouvernement qu'il incarne est réputé corrompu et n'exerce guère sa magistrature qu'à Kaboul et dans les principales villes hautement protégées par la coalition.

D'autre part, le Parlement kabouli a adopté au printemps dernier, un nouveau code de la famille réservé à la communauté chiite, qui a reçu l'aval de Karzaï. Considéré comme inacceptable par les Occidentaux, et au-delà par la communauté internationale, ce document évoquait fâcheusement l'ancien régime taliban, les femmes ne pouvant plus se rendre à l'école et

devant être autorisées par leurs époux pour consulter le médecin, les mères perdant automatiquement la garde de leurs enfants en cas de répudiation. De plus, le mariage temporaire des filles dès l'âge de 9 ans était autorisé, etc.

Seules les pressions exercées par les Occidentaux et leurs alliés de la coalition sur le président Karzaï ont amené celui-ci à faire machine arrière, tant il paraît encore normal en pays afghan que certaines pratiques et coutumes ancestrales puissent perdurer quel que soit le régime en place. Par ailleurs, la nouvelle administration américaine, mécontente des résultats obtenus par l'US Army en Afghanistan, a limogé le 11 mai le général David McKiernan, son commandant en chef, au profit d'un officier supérieur rompu en Irak aux opérations anti-guérilla. Les frappes aériennes seraient désormais proscrites. La dernière en date a encore envoyé dans l'au-delà, le 7 mai, une centaine de civils de la province de Farah.

Au **Pakistan**, la guérilla talibane n'a cessé de son côté de faire tâche d'huile ces derniers mois, au-delà des zones tribales. Le 6 mai, Obama a reçu en même temps à la Maison blanche, les présidents afghan et pakistanais – Karzaï et Zardari –, obtenant le déploiement de l'armée pakistanaise dans le nord ouest du pays pour repousser des éléments talibans infiltrés dans les districts de Swat et Buner, jusqu'à une centaine de kilomètres de la capitale du pays, Islamabad. Les combats ont entraîné des déplacements de populations très importants. On a parlé de centaines de milliers de personnes.

Tout ceci vu de Paris, de Bruxelles ou de Berlin, nous semble bien loin. L'extension d'une sorte de « talibanistan » dans des contrées considérées comme les plus dangereuses du monde est cependant un fait d'autant plus alarmant que les Pakistanais disposent, on le sait, de l'arme nucléaire, et que le Congrès américain s'est récemment inquiété de la montée en puissance d'un arsenal qui, pour le moment, paraît bien contrôlé par l'armée. Mais le Pakistan est un pays imprévisible et il est difficile de savoir qui y contrôle qui. Les attentats kamikazes sont quasi quotidiens. L'un des plus récents visait les locaux des services secrets (l'ISI), dans la capitale culturelle du pays, Lahore, ancienne résidence du Grand Mogol, au cœur du Pendjab.

On parle souvent des limites caucasiennes de la Russie comme d'une contrée également instable et dangereuse et, de fait, les tensions y sont rémanentes. On l'a vu avec la guerre de Tchétchénie, après l'opération militaire dont la Géorgie a fait les frais pendant l'été 2008 à propos de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. On l'a vu encore, ces temps derniers, à la suite d'attentats commis dans des républiques musulmanes du Caucase

russe, au Daguestan et en Ingouchie, où le président local a été victime d'une voiture piégée; mais, à mon sens, le chaudron caucasien reste, pour le moment, sous contrôle, même si celui de la communauté internationale dans la région dépend de la nouvelle donne russo-américaine: Medvedev/Obama ayant succédé à Bush/Poutine qui reste, en arrière-plan, dans le jeu. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Europe: le grand renouvellement

Les élections européennes qui se sont déroulées du 4 au 7 juin dans 27 États de l'Union, rassemblant 375 millions d'électeurs pour 736 sièges, n'ont rien représenté qui puisse nous réjouir, disons-le d'entrée de jeu, même si nous avons moult raisons de nous attendre aux résultats qu'elles ont engendré. Évoquons, dans cet esprit, plusieurs données précises dont celle, tout d'abord, essentielle par son ampleur: l'abstention.

Le taux d'abstention a, en effet, atteint 56,9 % en moyenne. Il est « record » dans les anciens pays de l'aire d'influence soviétique: 81,4 % en Slovaquie; 75,5 % en Pologne; 72,6 % en Roumanie; 71,8 % en République Tchèque. En Europe occidentale, le Royaume-Uni est en tête avec 65,8 % d'abstentionnistes; en France, le taux approche les 60 % (avec une participation effective de 40,48 %, alors qu'elle était de 42,76 % en 2004 et 60,7 % lors de la première élection européenne au suffrage universel en 1979).

Constat: à mesure que l'Union européenne s'élargit, la participation aux élections européennes faiblit. Par rapport à 2004, elle ne s'est légèrement améliorée qu'en Allemagne, au Danemark, en Estonie, Finlande, Lettonie, Pologne, Slovaquie, Suède. Elle est à peu près stable en Lituanie. La plus forte participation est celle de l'Italie: 66,46 % de suffrages exprimés, contre 71,72 en 2004.

En Belgique, l'élection est obligatoire et le taux de participation n'est donc pas significatif. D'autre part, parallèlement, le pays votait pour des élections régionales.

Nous savons que de bons amis se sont consolés de ces piètres résultats en soulignant le fait que les sondages demeurent favorables dans l'ensemble à la construction européenne et que les europhobes déclarés restent minoritaires sur le continent, mais une abstention aussi massive que celle que nous venons de constater montre à quel point l'opinion publique est actuellement démotivée quand on lui demande de s'exprimer à ce propos.

Comment en irait-il autrement quand on observe, en pleine période de crise économique, le cheminement de l'Union depuis les premières années du siècle? On lui a demandé d'absorber les adhésions des nouveaux

pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que de la Méditerranée, mais les tentatives développées pour tenter parallèlement de resserrer les liens communautaires n'ont pas abouti.

Comment voulez-vous que le citoyen lambda ne soit pas tenté par l'euroscpticisme quand après avoir observé l'échec du projet conventionnel initié depuis 2002 par Valéry Giscard d'Estaing à la suite des votes référendaires défavorables en France et aux Pays-Bas en mai 2005, il constate en juin 2009 que le sort du traité successif de Lisbonne n'est pas encore réglé. Rejeté par l'Irlande dès juin 2008, ce traité malmené par la présidence tchèque de l'Union finira-t-il par être ratifié cet automne par la verte Eire, s'imposant dès lors comme une évidence aux présidents euroscptiques polonais et tchèque, tandis que les conservateurs britanniques ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils le remettraient en cause par la voie référendaire dès lors qu'ils reviendraient au pouvoir, au plus tard, dans le courant de l'année 2010, face à des travaillistes en perte de vitesse?

La démotivation populaire à l'égard de l'actuelle construction européenne s'explique aussi par la complexité de la perception bruxelloise pour le plus grand nombre. La galaxie estimée trop technocratique qui leur est proposée au nom de « L'Europe » n'est pas la leur, parce qu'ils n'en comprennent pas les rouages. Ainsi, en dehors du cercle des initiés, peu nombreux sont ceux qui saisissent les différences de nature existantes entre le « Conseil » et le « Conseil européen », sans parler du Conseil de l'Europe qui vit sa propre vie dans un autre ordre juridique à Strasbourg. Certes, des pédagogues de circonstance, au cours de la récente campagne électorale, se sont échinés à expliquer que les droits du Parlement se sont renforcés au fil des temps et que celui-ci joue un rôle central en adoptant le budget communautaire, approuvant ou désapprouvant le président de la Commission désigné par le Conseil européen, mais surtout qu'il exerce déjà et devra exercer plus largement conjointement avec le Conseil des Ministres représentatif des gouvernements, les fonctions législatives prévues dans l'eurosphère communautaire. En fait, depuis 1995, avec le traité de Maastricht, il est devenu progressivement codécideur, à égalité avec le Conseil. Le traité de Lisbonne, s'il est appliqué, devrait parachever cette évolution, en attribuant au Parlement européen le droit de considérer la codécision comme l'exercice d'une procédure législative ordinaire.

Bien sûr, les mauvais esprits ne manqueront pas de faire remarquer (à juste titre, selon nous) que le budget européen ne représente encore qu'un modeste 1 % du PIB des pays de l'Union européenne et que, par ailleurs, les compétences codécisionnelles en question n'existent que pour les matières communautarisées, excluant l'exercice des droits régaliens essentiels

(politique étrangère, défense, fiscalité) qui restent nationaux et ne relèvent que de la coopération intergouvernementale, mais néanmoins, les prérogatives européennes sont loin d'être négligeables. Je songe, disant cela, au « paquet énergie-climat », à « la directive Bolkenstein sur les services », au règlement « Reach » sur les produits chimiques, à la directive sur l'immigration illégale, etc.

Autre constat : depuis 1957, les traités de Rome ont prévu que l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen s'effectuerait selon « une procédure uniforme ». Comme nous l'avons déjà souligné, par ailleurs, ce n'est toujours pas le cas. Chaque pays utilise sa procédure propre. L'agence Europe du 11 juin, faisait part des propos prodigués, à cet égard, par Jo Leinen, président sortant de la Commission constitutionnelle du Parlement européen. Nous avons toujours besoin, disait-il en substance, « d'élections vraiment européennes », laissant entendre par là que la typologie électorale actuelle ne répond qu'imparfaitement à l'objectif. Une réforme s'impose donc. La mission d'y parvenir devrait être confiée à une « Convention » composée de parlementaires européens et nationaux ainsi que des représentants de la Commission. Cette convention aurait pour mandat de proposer un nouveau système électoral européen prévoyant, notamment, des listes transnationales directement présentables par les partis politiques européens (PPE, PSE, etc.). Les états-majors politiques nationaux ne devraient plus ainsi continuer à monopoliser la désignation des candidats pour les élections européennes, en vertu d'impératifs prioritairement stato-nationaux, comme ce fut le cas en France avec Rachida Dati, ou à l'occasion de tractations plus ou moins opaques dont d'excellents eurodéputés sortants ont fait les frais, tels Alain Savary et Jacques Toubon, respectivement au titre des socialistes et de l'UMP.

Bref, sur un fond record d'apathie électorale, le centre droit est arrivé en tête des résultats dans la majorité des cas de figure, à commencer par l'Allemagne où la CDU-CSU de la Chancellerie a obtenu 37,9 % des suffrages exprimés, réalisant ainsi un score enviable en vue des élections législatives prévues Outre-Rhin pour le 27 septembre. À l'Allemagne, s'ajoutent l'Autriche, la Bulgarie, l'Espagne (malgré un gouvernement socialiste), la France, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie où malgré les frasques de son leader, « Papounet » alias l'onorevole « cavaliere » Berlusconi, le parti du peuple de la Liberté et la Ligue du Nord, son allié, ont emporté 38 des 72 sièges à pourvoir. Enfin, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal, la Slovénie et la Tchéquie ont suivi le même mouvement.

Par contre, en Suède, les sociaux-démocrates sont arrivés en tête ainsi qu'au Danemark (d'une courte tête). Nous avons des cas de figure com-

parables avec la gauche populiste en Slovaquie (32 % des voix), la gauche roumaine (là encore d'une courte tête), en Grèce avec la Pasok (36,7 % des suffrages), à Malte avec les travaillistes (35,3 %). Mais les succès imputables à la gauche européenne, ici ou là, demeurent très limités.

Dans certains pays où le centre droit vient en tête, la gauche dispose néanmoins de réserves de voix importantes, surtout quand on inclut les Verts dans son potentiel électoral. Tel est le cas, notamment en Allemagne, en Espagne, en France. En Allemagne, les résultats du SPD ont été décevants, mais il faut tenir compte des Grünen et du petit dernier, Die Linke qui a réuni les anciens communistes de l'ex DDR aux dissidents de gauche de la Social-démocratie, sans faire pour autant de véritable percée électorale.

En Grande-Bretagne, les travaillistes n'ont sauvé que 11 sièges, réalisant le score le plus misérabiliste de leur histoire, derrière les conservateurs anti-traité de Lisbonne et l'United Kingdom Independant Party, favorables à un retrait de l'UE.

Enfin, la Belgique s'est radicalement partagée (majoritairement droitière en Flandres et, non moins résolument, écolo socialiste en Wallonie).

Chypre offre un cas de figure comparable (les « progressistes » de l'Akel, jusqu'alors ouvertement communistes, faisant jeu presque égal avec le Centre-droit hellénique).

Ce qui frappe également dans ce tableau où l'on s'efforce de simplifier des réalités disparates, c'est la percée – inégale selon les pays considérés, mais conjuguée dans certains d'entre eux – des populistes, de l'extrême droite et des eurosceptiques. Par exemple, en Estonie, où ceux-ci viennent en tête pour la première fois, en Autriche où populistes et nationalistes ont emporté cinq sièges ; en Slovaquie, où les mêmes catégories en obtiennent 3 ; en Bulgarie où l'extrême droite « Ataka » en compte 2 ; en Hongrie, 3 sous le sigle « Joblik » ; aux Pays-Bas, 4. Les extrémistes flamands du Vlaams Belang emportent deux sièges comme l'ultra droite du British National Party, dans le Nord-ouest de l'Angleterre et le Yorkshire, tandis qu'à l'autre bout du continent, le « Parti de la Grande Roumanie » en obtient 3. Seuls manquent à l'appel le champion du non au traité de Lisbonne et ses adeptes. Duncan Ganley a mordu personnellement la poussière en Irlande même. Son mouvement – « Libertas » – n'a obtenu qu'un seul siège sur le continent, dans l'hexagone français.

Enfin, pour s'efforcer d'être aussi complet que possible, on peut encore signaler que les partis représentatifs des minorités ethniques emportent plusieurs élus dans l'Europe de l'Est. C'est le cas en Lettonie avec la mino-

rité russe ; en Lituanie où le parti de la minorité polonaise obtient 1 siège et en Roumanie où le parti de la minorité hongroise en emporte 3.

Bref, le Parlement européen tel qu'il vient de se recomposer conforte les Libéraux et les Verts, leur conférant un certain rôle d'arbitre. Les Verts derrière Daniel Cohn-Bendit qui mène un jeu d'enfer et les Libéraux avec Guy Verhofstad, ancien premier ministre flamand de Belgique et auteur d'un petit livre où il reprend le flambeau des « États-Unis d'Europe », jadis – au grand jadis – chers à Victor Hugo et, beaucoup plus tard, à Jean Monnet.

Quant au Parti populaire européen que certains classent sans donner d'explications dans la catégorie des « Conservateurs » alors qu'ils sont d'abord les héritiers de la démocratie chrétienne, il se présente encore comme la première force de la nouvelle législature, privilégiant la reconduction de M. Barroso dans ses fonctions de président de la Commission, mais ils ne sont pas pour autant majoritaires au Parlement européen, surtout après la défection des conservateurs britanniques de David Cameron.

Dans ce contexte global, je ne m'attarderai pas au cas français. Cependant, dans une telle synthèse, il est impossible de l'esquiver. Depuis l'origine de la campagne, les sondages indiquaient que les forces représentatives de la majorité présidentielle étaient en tête. L'UMP et le Nouveau Centre oscillant entre 26 et 28 %, finalement leur score s'est établi à 27,9 %.

Par contre, les sondeurs se sont plantés à propos du Modem de Français Bayrou : au lieu des 13 et 14 % envisagés, il n'a réuni que 8,5 % des voix. Ils attribuaient 10 % des suffrages à « Europe écologie » de Daniel Cohn-Bendit, José Bové, Eva Joly, alors qu'ils créditaient le parti socialiste de 20 % environ des suffrages exprimés. Finalement, Europe écologie a fait presque jeu égal avec le parti de Martine Aubry (16,3 et 16,5 %). Pour la gauche de la gauche, il était prévu que le nouveau parti anti-capitaliste du petit facteur Olivier Besancenot, successeur du trotskyste Alain Krivine, serait en tête, mais finalement c'est le « Front de gauche » associant le transfuge du PS, Jean-Luc Mélançon, au dernier carré de fidèles de Marie-Georges Buffet, qui a rafflé la mise en obtenant quatre eurodéputés.

La droite de la droite a perdu, de son côté, une partie de ses dernières plumes, le Front national en érosion continue ne recueillant que 3 sièges (Le Pen rempilant une fois de plus pour cinq ans), tandis que l' élu du bocage vendéen, Philippe de Villiers, était l'unique élu de « Libertas », associé à « Chasse, pêche et tradition », et que « Debout la République » de Nicolas Dupont Aignan, souverainiste venu de l'UMP, revendiquant la vraie tradition gaulliste, pour sa part, n'a obtenu aucun siège avec un modeste 1,9 % des voix. Et tout ça « ça fait d'excellents Français » nous dit la chanson !

Certes, mais on n'a pas beaucoup entendu parler d'Europe dans cette campagne électorale qui lui était consacrée, à l'exception notable de Cohn-Bendit et ses partisans. De plus, les résultats de notre scrutin européen en France, il faut l'observer au passage, n'ont pris le tour dont nous venons de parler, que tardivement au cours des ultimes journées qui ont précédé l'élection. Le duel oratoire entre le libéral-libertaire hérité de mai 1968 et le Béarnais solitaire paraît avoir joué un rôle décisif pour les hésitants.

Martine Aubry a reproché à François Bayrou son narcissisme (« il ne pense, disait-elle, qu'à l'élection présidentielle. Il ne parle que de lui et contre Sarkozy »). Non sans raison, mais comme l'a fait remarquer Pascal Perrineau, directeur de recherches politiques de l'IEP de Paris, dans une interview publiée par l'un des hebdomadaires favoris de notre establishment : « En menant ce qui a pu apparaître comme un combat hexagonal de chiffonniers, les héritiers des démocrates chrétiens et les socialistes ont oublié leurs origines [...]. À l'inverse, Sarkozy et l'UMP se sont positionnés davantage sur la question européenne, forts de la réussite de la présidence française de l'Union et de la présence de Michel Barnier, fin connaisseur de la chose européenne et de l'écologie. Cela prouve que rien n'est jamais acquis ».

Le même Pascal Perrineau reconnaît, cependant, que l'abstention massive de l'électorat s'explique aussi par « la crise de la démocratie représentative, à laquelle il faut ajouter la distance cognitive, autrement dit l'ignorance et la mauvaise maîtrise des institutions européennes qui peuvent les rendre relativement opaques ».

Ah ! Qu'en termes savamment châtiés ces choses-là sont dites !

Pour le moment, deux personnages, en tout cas, ont tiré partie des récentes joutes franco-françaises. D'une part, Nicolas Sarkozy dont la cote est montée de 36 % d'opinions favorables en mai, à 44 % à l'issue des élections européennes. D'autre part, Daniel Cohn-Bendit que certains qualifient « d'ovni de la scène politique ». Il se trouvait être probablement le seul « Vert » capable de surmonter les bisbilles consubstantielles du petit monde des « Verts » étant, d'autre part, le seul à savoir expliquer à des auditoires réceptifs que « la réponse à la crise n'est pas nationale mais européenne ». Il s'est même payé le luxe – lui qui a voté en faveur du projet de traité constitutionnel initié par Valéry Giscard d'Estaing – de faire adopter à la confrérie verte et aux associatifs qui, à 80 %, lui furent hostiles, un manifeste électoral 2009 où figure l'appel à « un nouveau rêve européen avec un nouveau processus constituant démocratique ». Même si l'on n'est pas d'accord avec son radicalisme anti-nucléaire, sa phobie de « l'Europe forteresse et des dérives sécuritaires », Dany le « Vert », héritier de Dany

« le Rouge » de mai 1968, a gardé ce côté provocateur qui l'a transformé en vivante institution politico-médiatique. En juin 2009, en tout cas, il a su faire pencher la balance en sa faveur au cours des récentes européennes. Sa liste, au surplus a profité pleinement de l'atmosphère favorable à ses thèses, développée par la projection du film de Yann Arthus Bertrand, *Home*, sur France 2, à l'avant-veille du scrutin, en captant l'attention de huit millions de téléspectateurs, débordant très largement le monde de l'élite bobocratique.

Et ce n'est pas fini... Le rouquin, tignasse broussailleuse en bataille, ayant manifestement décidé d'avoir la peau de l'ancien premier ministre portugais, devenu en 2004 président de la Commission européenne et désireux de rempiler pour un nouveau mandat de cinq ans, José Manuel Barroso, dont la coiffure imperturbablement lisse et coupée pile poil fait penser à l'œuvre d'art d'un maître Figaro. Barroso, incarnation du centre droit, a obtenu d'entrée de jeu le plein appui du Parti populaire européen et même des gouvernements travailliste britannique, socialiste espagnol et portugais.

Initialement, il avait été envisagé de redésigner officiellement le président de la Commission dès le Conseil européen des 18 et 19 juin, sans attendre la réunion du Parlement européen programmée pour le 15 juillet. C'est, notamment, ce que réclamaient les dirigeants du Parti populaire européen et les présidences 2009 de l'Union européenne: la Tchéquie jusqu'au 30 juin et la Suède à partir du 1^{er} juillet. M. Barroso avait d'ailleurs fait officiellement acte de candidature dès le 9 juin et il était le seul à s'être manifesté.

Le couple franco-allemand (Nicolas et Angela) réuni à l'Élysée le 11 juin – couple, qui d'ailleurs, (touchons du bois!) fonctionnerait à nouveau au beau fixe – s'est saisi de la question. La décision de soutenir le candidat portugais a été réitérée « sans ambiguïté » et confirmée par les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement, dans la nuit du 18 juin, étant entendu que la décision formelle ne pourra être considérée comme juridiquement acquise que lorsque le Parlement européen se sera à son tour prononcé après un large débat de fond.

Fort bien, mais où en sommes-nous, à ce stade de la ratification du traité de Lisbonne qui, malgré l'opposition venimeuse du président de la République Tchéque a été approuvé par le Sénat de Prague, le 6 mai dernier, après avoir été voté par les députés le 8 février précédent? Les deux présidents eurosceptiques de Pologne, Lech Kaczynski et de la République Tchéque, Vaclav Klaus, doivent encore signer le traité pour que la procédure de ratification puisse s'achever. M. Klaus attendra pour prendre sa

décision les résultats du deuxième vote référendaire prévu en Irlande, le 20 octobre prochain. Par ailleurs, la Cour constitutionnelle allemande devra enfin se prononcer sur la conformité du traité de Lisbonne avec la Loi fondamentale de la République fédérale.

De son côté, le gouvernement de Dublin n'a accepté de représenter le traité aux votes des Irlandais qui l'ont repoussé, une première fois, le 12 juin 2008, qu'à la condition de disposer d'un protocole leur donnant des garanties expresses concernant la neutralité de leur pays, la fiscalité, l'avortement, la protection des familles, les droits d'éducation.

Le texte requis par Dublin a fait l'objet d'un accord général à l'issue du Conseil européen des 18 et 19 juin. Toutefois, la décision adoptée à la requête de l'Irlande devra ultérieurement être ratifiée par tous les États membres de l'Union, comme ils l'ont fait pour le traité lui-même. Probablement à l'occasion de la ratification de la prochaine adhésion prévue à l'Union européenne. Celle de la Croatie.

Que valent ces ultimes contorsions politiques et diplomatiques? Selon l'*Irish Times* du 1^{er} juin, les sondages sont rassurants 54 % des électeurs irlandais estiment avoir obtenu satisfaction et seraient donc maintenant favorables au traité de Lisbonne.

Le président tchèque, Vaclav Klaus, a envoyé une lettre à son Premier ministre, pour exiger, de son côté, que le Parlement de Prague donne également explicitement son aval au protocole qui vient d'être consenti aux Irlandais, histoire de retarder encore un peu plus, si possible, la mise en œuvre de ce pauvre traité de Lisbonne. Un véritable chemin de croix! Et ce n'est probablement pas fini, si on garde en mémoire les impedimenta des conservateurs britanniques dont le leader, David Cameron, veut incarner, comme il le dit lui-même, « une alternative aux idées fédéralistes », puisque, toujours selon lui : « Aujourd'hui les peuples européens aspirent à une Union européenne des États nationaux et non à des États Unis d'Europe ».

Pour mener ce combat, les conservateurs eurosceptiques viennent de constituer un groupe de 55 députés au Parlement européen, dont 26 Britanniques, 15 Polonais, 9 Tchèques forment les principaux bataillons. Ils disposent de l'appui du nouveau groupe actuellement en formation, qui doit succéder à « l'Union pour l'Europe des Nations ». Il y aura donc du sport dans le nouveau Parlement européen!

(Paris, 24 juin 2009.)

NB: Cette chronique était rédigée quand nous avons appris que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a estimé, le 30 juin, le traité de Lis-

bonne conforme à la constitution allemande, sous réserve de l'adoption d'une loi d'accompagnement garantissant les prérogatives des institutions parlementaires allemandes. Le Bundestag doit se réunir le 26 août. Le texte d'accompagnement requis par la Cour devrait être voté le 8 septembre. Nous reviendrons sur la question ainsi posée et ses conséquences possibles sur l'évolution future de l'Union européenne.